

ALLEMAGNE / FRANCE

**Déclaration commune des Gouverneurs représentant l'Allemagne et la France
à l'occasion de l'Assemblée annuelle 2018 de la BERD en Jordanie**

1. Nous tenons tout d'abord à féliciter et à remercier le Royaume de Jordanie qui accueille cette 27^e Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).
2. Toute la région a été confrontée à une situation géopolitique difficile pendant des années, à l'origine entre autres d'un afflux continu de réfugiés, en particulier vers la Jordanie. Nous apprécions la volonté et l'engagement de ce pays à faire face à cette situation ; sa contribution à l'atténuation d'une crise humanitaire majeure est admirable, et nous sommes heureux que la Banque ait appuyé les efforts de la Jordanie, qui est membre de la BERD depuis 2011.
3. Plus généralement, compte tenu de la persistance d'un contexte mondial difficile sur les plans politique et économique, nous félicitons la Banque pour ses accomplissements en 2017. À la fin de l'an dernier, la barre des 5000 projets signés par la BERD a été franchie. La Banque est financièrement rentable et a généré en 2017 un volume annuel d'investissement record de près de 10 milliards d'euros, dont 43 % dans des projets verts, avec un fort impact sur la transition, tout en obtenant un solide résultat net. En 2017, la BERD a aussi renforcé son engagement dans ses régions d'opérations en lançant de nouvelles activités au Liban, ainsi qu'en Cisjordanie et à Gaza. Nous soutenons la prolongation du statut de pays bénéficiaire de la Grèce jusqu'en 2025, dans les mêmes conditions et modalités que celles convenues en 2015. Nous attendons avec impatience le rapport de la Direction sur cette question et sommes prêts à prendre des décisions dès que possible ultérieurement. Nous souhaitons féliciter la Direction et le Personnel, tant à Londres que dans les bureaux locaux, pour les bons résultats obtenus.
4. Malgré ces résultats, nous constatons également une certaine marge d'amélioration possible. En dépit des mesures positives prises en faveur de la transition dans de nombreux pays d'opérations, d'autres pays restent aux prises avec une faible reprise économique, la lenteur des progrès en matière de réforme et des revirements politiques. Plus que jamais, la Banque devrait défendre le caractère unique de son mandat, que reflète l'article 1 de l'Accord portant création de la BERD. Sur le plan financier, le volume du portefeuille et les actifs d'exploitation stagnent, la part des investissements dans le secteur privé recule et les investissements sous forme de prises de participation n'ont jamais été aussi bas. Parallèlement, les coûts n'ont cessé d'augmenter ces dernières années et les économies prévues ne se matérialisent pas, ce qui accentue les pressions sur des revenus en baisse.
5. Sachant que l'utilisation du capital a reculé à 70 % en 2017, cela impliquerait, si les projections à court terme devaient confirmer ce niveau, qu'il existe une certaine marge de croissance. Dans ce contexte, et afin de maximiser son impact sur la transition, nous enjoignons la Banque à continuer de mobiliser ses efforts efficaces pour s'atteler aux gigantesques problèmes qui restent et à ceux qui pourraient se présenter dans ses régions d'opérations actuelles – dans le cadre de son mandat politique, comme nous l'avons mentionné précédemment. Tous les leviers possibles, y compris les prises de participation, l'innovation en matière de produits, la mise en œuvre des politiques, la transition verte, la mobilisation de financements privés, la monnaie locale et les marchés financiers locaux, devraient être actionnés de manière appropriée pour relancer la croissance et renforcer l'impact sur la transition dans nos régions d'opérations actuelles, tout en assurant l'additionnalité et la valeur ajoutée de la Banque.
6. Dans cette perspective, nous recommandons qu'avant de lancer toute analyse en vue d'une éventuelle expansion, une étude stratégique soit menée dans les régions d'opérations actuelles durant les mois à venir, afin de recenser les besoins des pays, les opportunités commerciales restantes, les priorités des actionnaires et les ajustements nécessaires pour renforcer les compétences commerciales et les capacités d'exécution de la BERD. Cette étude, à mener conformément au cahier des charges validé par le Conseil d'administration, doit s'appuyer essentiellement sur les connaissances et les compétences accumulées dans les bureaux locaux de la BERD, en faisant appel à un soutien externe si nécessaire. Les conclusions de cette étude stratégique pourraient être

présentées et discutées lors de l'Assemblée annuelle 2019 de la BERD à Sarajevo. Sur la base de ces informations, les actionnaires pourraient alors approfondir leur réflexion concernant l'avenir stratégique de la BERD dans le contexte élargi de l'architecture européenne et mondiale des institutions financières internationales.

7. Compte tenu de ce qui précède, nous sommes convaincus que la BERD sera confrontée à des problèmes majeurs dans un avenir proche, tout comme elle a déjà dû faire face à des problèmes par le passé. L'Allemagne et la France tiennent à réitérer leur confiance dans la Direction et le Personnel de la BERD, qui sauront continuer à relever ces défis.